

CONFRONTATIONS-EUROPE



9 février 2005

APPEL POUR UNE REFONDATION DÉMOCRATIQUE DE LA STRATÉGIE DE LISBONNE

La Stratégie de Lisbonne est la seule tentative existante pour dessiner une perspective commune de développement en Europe. Il faut donc impérativement la faire vivre.

Or la Communication du Président Barroso visant à lui donner un nouveau départ manque sa cible. Il faut donc approfondir le débat, modifier le programme de la Commission, intervenir pour refonder cette Stratégie et lui donner légitimité, attractivité, efficacité.

M. Barroso appelle les Etats membres à mobiliser les citoyens et les partenaires sociaux. Effectivement les Etats ont négligé ce devoir d'appropriation de la Stratégie de Lisbonne. Mais la Commission a une égale responsabilité. Il fut une époque où elle savait offrir une vision et impulser une dynamique. M. Barroso propose une Commission qui ne serait que le pilote technocratique de la méthode intergouvernementale. Il devrait plutôt concevoir son rôle dans l'esprit du projet de Constitution, issu d'une méthode innovante et ouverte, qui doit être soutenu pour son potentiel démocratique.

Quand le Président affirme que « *ni le diagnostic, ni les remèdes* [proposés pour élever le potentiel de croissance] *ne sont contestés* », il ne peut que heurter tous ceux qui n'ont jamais été informés ni consultés et qui doutent du bien fondé de l'action communautaire.

Le programme contient des éléments positifs sur des terrains comme la recherche, l'éducation, l'innovation, les infrastructures, la formation tout au long de la vie.

Mais on ne pourra mobiliser ces moteurs sans une action publique et un cadre financier renouvelés que la Communication ne sait pas définir.

En effet, sa ligne d'action fait essentiellement appel au stimulant et au pilotage du marché. Or pour que la population participe à une dynamique de croissance, il faut une complémentarité entre le marché et l'action publique, une approche globale de la compétitivité intégrant les finalités sociales et environnementales.

Ainsi pour la Commission, la libéralisation du marché des services est un « must » mais l'harmonisation des règles est un fardeau. Elle fait la chasse aux aides publiques alors qu'il y a besoin de financements publics incitatifs. Elle prêche la concurrence, mais la domination proche du monopole de la City de Londres pour les services financiers ne souffre pas d'objection de sa part.

Nombreux sont les acteurs de la société civile européenne qui souhaitent être entendus pour la relance de Lisbonne. Avec eux, nous appelons tous nos amis et partenaires, dans les entreprises et sur les territoires, à intervenir pour provoquer le débat, modifier ce programme, créer une

légitimité, une confiance, une espérance dont nous sommes encore loin.

Dans cet esprit, je propose quatre grands objectifs de refondation :

- Relancer le dialogue social et transformer la méthode ouverte de coordination pour créer une mobilité ascendante des capacités humaines dans la formation et l'emploi, sans exclusions.
- Intégrer progressivement les domaines des services, dans une dynamique qui combine l'expérience de marché, l'harmonisation des règles d'intérêt général et l'accès de tous à des réseaux de services d'intérêt général modernisés.
- Mettre en place des politiques industrielles pour renforcer la localisation de la recherche et de la production en Europe, avec les nouvelles technologies et autour de finalités de développement durable, en exploitant pleinement l'échelle du marché intérieur, sur la base d'un dialogue stratégique entre les firmes, les partenaires sociaux et les autorités publiques.
- Mettre en place un cadre financier européen distinct du modèle de capitalisme patrimonial américain, avec une régulation d'intérêt commun pour les marchés financiers et le crédit, des lignes directrices pour la qualité des gestions publiques, et la définition de politiques budgétaire et monétaire au niveau communautaire répondant aux finalités du développement et de la cohésion.

Ensemble nous devons inciter les dirigeants des Etats et de la Commission à modifier leur conception de la gouvernance dans un sens démocratique.

La priorité est que la société civile dispose de pouvoirs de consultation et de participation, et en contrepartie assume plus de responsabilité face aux enjeux économiques.

Pour renforcer les coordinations des politiques nationales de nouvelles lignes directrices sont nécessaires. Il faut passer un cap : organiser des coopérations et solidarités entre Etats.

Enfin l'Union doit disposer de pouvoirs et de moyens accrus pour l'orientation, l'incitation, les programmes d'intérêt commun, mais à condition qu'elle assume ses devoirs envers les citoyens. Il faut que la Commission s'extrait de sa culture technocratique et soit assujettie, comme le Conseil, au respect de règles démocratiques pour la délibération, l'expertise et l'évaluation.

Philippe Herzog,
Président de Confrontations Europe.



CONFRONTATIONS EUROPE
41, rue Émile Zola - F-93107 Montreuil Cedex
Tél: 00 33 (0)1 49 88 11 94, Fax: 00 33 (0)1 49 88 11 84 (Paris)
Tél : 00 32 (0)2 284 71 23 (Bruxelles)
Email : confrontations@wanadoo.fr | Web : <http://www.confrontations.org/>